

La Presse

1. La Presse. 1836-12-04.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

DIMANCHE, 4 DÉCEMB.

ANNONCES : 1 fr. 50 c. la ligne
On les reçoit
aux bureaux du Journal,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

LA PRESSE

ANNÉE 1836. — N° 145.

Les Abonnements durent
des 4 et 15 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

ÉTRANGER.

GRANDE-BRETAGNE.

LONDRES, 1^{er} décembre. — Le 1^{er} juin dernier, un meeting nombreux eut lieu à la taverne de la Couronne-et-l'Ancre sous la présidence de M. Hume, à l'effet d'engager les réformistes de l'Angleterre à prendre part à la contribution volontaire que l'on appelle le tribut O'Connell. Cet appel a été entendu; le montant des dons recueillis pendant les six derniers mois s'est élevé à 9,150 liv. 7 s. 11 den. (239,225 fr.). M. Hume a fait parvenir cette somme à M. O'Connell en l'accompagnant d'une lettre ainsi conçue, dont voici les passages les plus remarquables : « Mon cher monsieur, le torrent d'injures et de calomnies répandues sur vous par les meneurs des factions orangiste et torie, n'a servi qu'à vous élever davantage dans l'estime générale, et à vous assurer l'appui cordial des amis de la liberté ainsi que celui des réformistes du royaume-uni tout entier. La méchanceté de vos ennemis a stimulé la sympathie de vos amis; qu'importe que de lâches calomnieux cherchent à déverser sur vous l'insulte et le mépris; leur voix isolée et impuissante se perd au milieu du concert général d'acclamations que soulève votre beau talent et votre noble caractère. Le peuple des trois royaumes voit toujours en vous le champion des droits méconnus de l'Irlande, et l'éloquent avocat de la liberté civile et religieuse de l'empire britannique tout entier. Lorsque la liste des griefs et des souffrances de l'Irlande sera tombée dans le domaine de l'histoire, votre nom sera inséparablement lié à la grande œuvre de la régénération irlandaise. Les contemporains peuvent être envieux ou ingrats, mais la postérité sera plus juste à votre égard. Je ne terminerai pas cette lettre sans vous exprimer la part sincère que j'ai prise à la douloureuse perte domestique que vous avez récemment éprouvée. Mais permettez-moi de vous rappeler que, chargé de soutenir la cause d'une nation, vous ne devez pas vous laisser abattre par l'influence d'un chagrin domestique, mais lutter noblement contre le sentiment de la nature, et poursuivre résolument votre marche patriotique, jusqu'à ce qu'enfin vous ayez atteint votre but. »

Joseph HUME.

FRANCE.

PARIS, 5 DÉCEMBRE.

A l'approche de l'ouverture des chambres, tout se ranime dans le monde politique; les faits vont remplacer les phrases, et les altercations des journaux s'effacent devant les choses positives. C'est le temps des réflexions sérieuses et des réalités; on sent alors le besoin de regarder attentivement autour de soi, de compter avec l'opinion, et de s'enquérir des modifications qu'ont éprouvées les partis politiques.

Dans la vie des peuples comme dans celle des individus, les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Non seulement, chaque année, mais chaque semaine, pour ainsi dire, change quelque chose à la situation. Ces changements sont presque insaisissables dans leur passage d'une nuance à l'autre, mais ils ne s'arrêtent jamais, et au bout de quelques années, la différence est immense. Un homme qui nous aurait quittés en 1830, et qui reviendrait aujourd'hui parmi nous, aurait peine à comprendre nos idées et même notre langage.

Si l'on essaie, par exemple, de comparer les deux dernières périodes de six ans, que nous avons traversées, l'une de 1824 à 1830, l'autre de 1830 à 1836, on y remarquera deux directions précisément opposées. Ce ne sont pas seulement des diversités plus ou moins saillantes, ce sont des contrastes.

De 1824 à 1830 le flot de la politique allait grossissant d'heure en heure, et enyhissant un espace toujours plus large dans un lit toujours plus profond. Des classes élevées et descendant sur les classes inférieures, et débordait de l'enceinte des villes pour se répandre jusque dans les moindres hameaux; bourgeoisie et peuple, maîtres et ouvriers, habitants des cités et des campagnes, chacun observait avec une inquiète sollicitude, le mouvement des affaires, et se tenait debout, comme une sentinelle vigilante, pour soutenir par la force des lois, et s'il en était besoin, par la force des armes, les libertés nationales. De 1830 à 1836, au contraire, on a vu le flot de la politique se retirer de jour en jour du terrain qu'il avait inondé, et laisser à sec une grande partie du pays.

Qu'on appelle ce changement du nom que l'on voudra; que les uns l'attribuent à la confiance et à la sécurité publique, les autres à l'indifférence et au marasme des opinions, toujours est-il qu'il y a là un fait grave que les esprits intelligents ne doivent jamais perdre de vue, parce qu'il renferme de sérieuses instructions pour tout le monde. Quand les peuples se préoccupent des formes politiques, c'est qu'ils ont obtenu celles qu'ils voulaient avoir; mais comme il est de la nature des sociétés civilisées d'être toujours actives, parce que l'activité est la vie même de la civilisation, il faut, à mesure que les questions politiques s'effacent, donner aux peuples d'autres progrès à faire et une nouvelle

route à parcourir. Malheur au pays qui s'agitait dans le vide, cherchant une nourriture pour son esprit, un but pour ses forces morales et intellectuelles, et n'en trouvant point! La plus haute obligation du gouvernement et de la presse, est donc d'étudier avec soin cette nouvelle tendance de l'opinion, si favorable aux améliorations de tout genre, et d'y répondre dans la mesure de leurs moyens.

Autre contraste. De 1824 à 1830, les idées politiques, long-temps éparpillées et incertaines, tendaient incessamment à se constituer en masses compactes, et elles se rassemblèrent enfin sous deux drapeaux que tout un monde séparait: d'un côté, l'ancien régime avec ses préparatifs et ses menaces de coups d'état; de l'autre, les principes et les intérêts nouveaux. A cette époque, chacun était casé, classé, enrégimenté sous sa bannière; nulle déflection, nulle hésitation même; on comptait les rares transfuges qui passaient d'un camp à l'autre. Aujourd'hui, tout est différent; il n'y a plus deux drapeaux, il y en a vingt, et encore n'ont-ils, en général, que des troupes légères et flottantes. Evidemment, les anciens partis se décomposent, s'éparpillent, et cherchent péniblement à se reconstituer sous des formes nouvelles.

Si l'on se bornait à lire certaines feuilles arriérées, on pourrait croire qu'il existe, toujours en France deux ou trois grands partis profondément tranchés, exaltés, fanatiques, implacables; mais il n'en est rien. Les violentes passions dont on fait montre ne sont pas réelles: ce sont des parodies de passions. Le pays renferme, sans doute, quelques fanatiques isolés contre lesquels il faut se tenir en garde. Il y a aussi nombre de gens qui mettraient volontiers la main à une révolution, mais qu'on le sache bien, ils le feraient par passe-temps, en amateurs, pour se désennuyer, pour jouer un drame pathétique dans la rue, et non pour obéir à des convictions fortes et ardentes. Où sont-elles les longues souffrances, les pesantes servitudes, les haines transmises des pères aux enfants, héritage terrible qui précipite les peuples dans la route sanglante des révolutions? Allez, vous n'éprouvez pas même assez de ressentiments pour représenter au naturel vos colères factices; on reconnaît à l'incertitude de vos principes, au tiraillement de vos phrases, que vous prenez toutes les peines du monde pour vous passionner, pour vous irriter, et que vous ne pouvez y réussir. Sous ce personnage d'emprunt, qui se fait si effrayable, on découvre l'homme tranquille, l'homme rassuré sur tous les grands intérêts de la vie sociale et domestique, l'homme qui s'amuse quand il peut, qui rit de tout son cœur à une bonne pièce de vaudeville, et qui dort très paisiblement. Non encore un coup! vos passions ne sont pas de vraies passions! non, vous n'êtes point de ces réformateurs convaincus, au caractère âpre et inflexible, aux principes inébranlables, au dévouement absolu; vous, vous doutez de vous-mêmes; vos idées se brisent pour peu que la bonne fortune ou la mauvaise y appuient. C'est tout simplement, pour le plus grand nombre, une affaire de fantaisie ou de position, sur laquelle il faut certes veiller, puisqu'elle pourrait, après tout, jeter du désordre dans l'état; mais qui, lors même qu'elle triompherait par hasard, ne serait pas encore prise au sérieux. Le propre des opinions qui n'ont pas leurs racines dans de véritables besoins moraux ou matériels, c'est de paraître plus frivoles encore dans leurs victoires que dans leurs défaites.

Ces réflexions s'appliquent à tous les partis qui ont persisté à suivre leurs vieilles ornières. Voyez d'abord le parti de l'extrême gauche; le parti démocratique, nous ne voulons pas l'appeler le parti républicain. Quelle absence de principes arrêtés et praticables! quelle promptitude et vaste décadence! quelle désorganisation! quelle débâcle! A mesure que les jeunes gens que ce parti avait enrôlés sous son drapeau entrent dans la vie active, prennent un état et se donnent une famille, ils renoncent à leurs vaines chimères; et les nouveaux venus, plus éloignés de l'exaltation des deux premières années de la révolution de juillet, plus éclairés d'ailleurs par la marche des événements, sont loin de partager la foi robuste et l'effervescence de leurs devanciers. Interrogez les plus sincères et les plus habiles d'entre eux, ils avoueront que la majorité des générations actuelles repousse leurs idées; ils se plaindront de l'indocilité de leurs soldats, qui les ont mis à de rudes épreuves dans les moments les moins favorables à leur cause, et qui seraient encore bien autrement indisciplinables si la force était de leur côté; ils confesseront que leur parti n'est qu'un assemblage de prétentions, de mécontentement et de vanités de toute sorte, sans unité de principes, sans règle d'action, sans autre idée commune que celle de détruire; ils déclareront enfin, s'ils consentent à dire toute leur pensée, qu'ils sont fatigués eux-mêmes de leurs amplifications sur la meilleure forme de

gouvernement, et que leur esprit se tourne, presque à leur insu, vers les faits positifs. Voilà le fond du parti démocratique, et les plus intelligents ne nous démentiront pas.

L'opposition dynastique se soutient mieux, mais il est visible qu'elle subit également un travail de décomposition. Elle n'offre plus, comme dans les derniers temps de la restauration, une phalange serrée, impénétrable, qui parlait et agissait comme un seul homme. Chaque banc de l'opposition, chaque journal de la gauche, représente maintenant une petite opinion isolée qui tire à soi ce qu'elle peut et comme elle peut. Ce sont des fractions de parti qui s'arrangent et se dérangent, s'organisent et se désorganisent, sans que le public en sache rien ni se mette en peine de le savoir. On imagine de pauvres combinaisons qui enrichissent la chronique, plutôt que la politique. Nous sommes encore à attendre des hommes de la gauche, et même de ceux du tiers-parti, un système, un plan, une base régulière d'action. Pour le moment, l'opposition n'est que métier facile et qui n'exige pas de grands frais d'invention, puisqu'il ne s'agit que de prendre le contre-pied de tout ce qui se dit et de tout ce qui se fait dans la région du pouvoir. Malheureusement, un parti qui se borne à tracasser, se réduit soi-même en poussière, et les talents les plus éminents, les plus nobles caractères, comme il s'en trouve beaucoup dans l'opposition, se compromettent en pure perte à un pareil labeur.

Quant au parti de l'ancienne droite, il appelle à son aide toutes les subtilités d'une logique tortueuse, tous les ornements d'une rhétorique verbeuse, et même le don de prophétie, mais rien n'y fait. Sa logique est si déliée qu'on y entend peu de chose, ses fleurs de rhétorique sont fanées, ses oracles menaçants ont été vingt fois reconnus menteurs, et ses perpétuelles contradictions ont frappé les yeux les plus aveugles. On dirait d'un vieil habit qui se déchire d'autant plus qu'on s'efforce davantage de le recoudre à neuf. L'opiniâtreté du parti n'est que dans les journaux, dans les souvenirs de quelques respectables vieillards qui ne peuvent plus rien apprendre, et dans quelques salons qui tiennent à leurs préjugés comme à une distinction aristocratique. Ailleurs, dans les provinces surtout, ceux qui étaient, au mois d'août 1830, les plus ardents adversaires de la révolution de juillet, s'accoutument par degré au nouvel ordre de choses; ils l'acceptent, non avec des sympathies de cœur, mais du moins avec une résignation qui ressemble beaucoup à de l'indifférence, et se laissent aller d'assez bonne grâce à vivre tranquillement leur douce et noble vie de château. Le clergé, sauf quelques prélats qui regrettent leur influence politique plus qu'ils n'estiment leur influence religieuse, se rapprochent aussi du gouvernement; il ne veut pas subordonner les destinées de l'église aux vicissitudes d'une dynastie que ses fautes ont précipitée trois fois dans l'exil, et il a parfaitement raison: personne n'est forcé de s'insulger le supplice de Mézéance. En résumé, nos jacobites deviendront tories, à mesure que les vieillards s'en iront et que les jeunes gens grandiront; c'est ici une question de temps, et le temps est un ouvrier qui ne quitte sa tâche qu'après l'avoir finie.

Au milieu de cette décomposition des partis politiques, la grande majorité de la nation s'est ralliée autour du gouvernement actuel, en lui demandant l'ordre dans la rue, le maintien des libertés garanties par la charte, la sécurité dans les affaires et le développement des intérêts moraux et matériels. Cette majorité, nous l'avons déjà dit dans un autre article, a des instincts de conservation plutôt que des principes, et subordonne trop les questions de droit aux questions de fait. Là est la véritable plaie de la situation, mais une plaie qui peut se guérir.

Que sortira-t-il enfin de cette époque de transition? Nous laissons à d'autres le privilège de prophétiser, mais les simples conjectures du bon sens nous autorisent à croire que la dynastie et la charte seront de plus en plus mises hors de débat par la raison publique, comme elles l'ont déjà été par les lois de septembre, et que les questions purement politiques céderont peu à peu le terrain aux questions d'organisation sociale. Deux grands partis se constitueront alors sur de nouvelles bases: l'un représentant la prudence et la circonspection de la société, l'autre ses besoins de progrès; l'un ne voulant innover qu'avec une sage lenteur, l'autre réclamant avec instance toutes les améliorations morales, administratives et industrielles, qui permettront d'augmenter la prospérité du pays. Nous aurons alors nos tories et nos whigs, en tenant compte de tout ce qui distingue la France de l'Angleterre. Dans cette nouvelle classification des partis, la *Presse* se trouvera placée à l'avant-garde de l'opposition.

FEUILLETON.

ÉTUDES DRAMATIQUES.

1830 — 1836.

ACTION. — RÉACTION.

La grande douleur des hommes qui ont voué leur existence à la partie militante des arts, est de voir qu'on en parle tant, et qu'on s'en occupe si peu, qu'on effleure si généralement toutes les questions, sans jamais en approfondir aucune, et que, sur dix opinions qu'on émet et dix jugements qu'on porte dans le monde sur ces matières, il y en a neuf qui, ayant été reçus tout faits, sont rendus à la circulation où ils ont été pris, sans que ceux qui en usent se soient donné la peine d'approfondir leur justesse ou d'apprécier leur valeur. Il en est de certaines opinions vulgaires comme de ces pièces de monnaies qui vont s'effaçant au fur et à mesure qu'elles passent en différentes mains, et qui cependant ont cours jusqu'à ce que, n'offrant plus aucune empreinte, la défiance publique force le gouvernement d'ordonner leur refonte. Je ne donne pas quatre ans au *Constitutionnel* pour que les théories politiques et littéraires, dont il a fait une si abondante émission qu'il en a enrichi tous les esprits pauvres, soient refusées dans le commerce intellectuel, comme dans le commerce matériel on refuse à cette heure les pièces de vingt-quatre sous et les écus de six livres.

Ce fut en 1827 et 28 surtout, que ce besoin de monnaie nouvelle en idées se fit sentir: Lamartine et Victor Hugo avaient payé leur dette à la France avec l'or de leur poésie; Rossini et Meyerbeer avaient changé la face de la musique; Delacroix et Decamps avaient créé une école de peinture. Le terrain social, labouré par la révolution et engraisé par l'empire, était ensemencé par des théories religieuses, morales et politiques qui, bien qu'exagérées, défectueuses et ridicules même dans certaines parties, n'en donneront pas moins une moisson à l'avenir; le théâtre seul était resté stationnaire, s'améliorant, il est vrai, entre les mains de Casimir Delavigne, mais ne se transformant pas.

Cependant, quelques essais avaient déjà éveillé la curiosité, sinon la sympathie du public, mais tous ces essais avaient été tentés à côté du théâtre: c'étaient les états de Blois, de Vitet, les comédies de Clara Gazul, et les soirées de Neuilly. Quant à ceux qui s'étaient hasardés sur la scène, quoique protégés par les plus grands talents de l'époque, ils avaient chancelé dès la première représentation, et étaient tombés pour ne plus se relever à la septième. Talma n'avait pu soutenir Jane Shore, quoiqu'il lui eût donné un double appui sous le manteau de velours de Richard III, et sous les haillons de bure du mendiant; toute la puissance et toute la grâce de Mlle Mars n'avaient pu vitaliser le Cid d'Andalousie. On savait bien déjà ce dont on ne voulait plus; mais on ne savait pas encore ce qu'on voulait, et l'on rejetait la stérilité et l'impuissance du moment sur la sévérité de la censure, ce qui, à défaut de bonnes raisons, était accepté comme une excuse.

La grande secousse littéraire qui avait renversé le vieux édifice dramatique, avait été communiquée à la France par l'Allemagne et l'Angleterre. La passion de Shiller, la poésie de Goethe, le scepticisme de Byron et la réalité de Walter-Scott, avaient évoqué devant nos yeux les ombres de Louise, de Marguerite, d'Angiolina et d'Elisabeth. Nous avions trouvé en elles cette vérité et cette poésie, cette réalité de forme et cet idéal de contours qui manquaient à nos héroïnes: nous crimes que nous pouvions acclimater ces fleurs exotiques; nous les transportâmes de la Bretagne et de la Germanie. Mais il leur fallait le brouillard de l'Écosse et l'atmosphère de la Germanie; elles se fanèrent à peine soleil, et Juliette et Desdemona, elles-mêmes, ces deux merveilles de la création humaine, ne purent prendre racine ni à l'Odéon ni au Théâtre-Français. Les esprits superficiels en prirent un doute, les esprits réfléchis en acquirent une certitude.

C'est qu'en toute chose, la nature a établi des harmonies que l'art ou la science ne peuvent déranger. C'est qu'ainsi que chaque terre produit les fruits qui doivent soutenir le corps, ainsi chaque société donne naissance aux idées qui doivent nourrir les âmes: que ce qu'il y a de meilleur pour la santé et pour l'intelligence a été mis par Dieu à notre portée, et que ce n'est que naturalisées par un long séjour dans notre atmosphère physique et morale que les plantes et les idées étran-

gères portent des fruits: encore pour tous les palais exercés et pour toutes les organisations fines, ces fruits ont-ils une saveur sauvage et insolite, un goût de terroir et de localité qui deviennent un défaut hors du pays où ils sont une qualité.

Les deux premiers essais heureux qui furent tentés dans le drame purement national furent, nous croyons nous le rappeler, *Henri III* (1) et *Hernani*; car les *Vêpres siciliennes* appartenaient à l'ancienne école française, et *Marino Faliero* était une imitation de la nouvelle école étrangère: quant aux *Comédiens*, à *Valérie*, et à *l'École des Vieillards* c'étaient de charmantes comédies, de critique, de cœur et de style, mais qui n'avaient rien à faire dans la question en litige. Ce fut donc autour des deux nouveaux venus que se concentrèrent l'attaque et la défense, et l'on se rappelle, qu'à cette époque, le combat fut rude de part et d'autre.

Il y avait alors un tel besoin de nouveau, que presque tous les jeunes gens se précipitèrent à la suite des deux esprits aventureux qui s'étaient voués à la recherche de l'inconnu. — Ils les suivirent instinctivement, comme les chevaliers français avaient suivi Godefroy de Bouillon, et les filibustiers espagnols, Fernand Cortez: la réalité de la ressemblance, dans cette comparaison des petites aux grandes choses, échappe surtout du côté des espérances: les croisés qui marchaient à la délivrance du vieux monde, et les navigateurs qui voguaient à la conquête du nouveau; quelques-uns étaient bien partis pour l'Orient, par désir chrétien de délivrer le tombeau du Christ, et pour l'Occident par amour chevaleresque des glorieuses aventures; mais le plus grand nombre, il faut l'avouer, s'était mis en route par nécessité ou par calcul, et pour un qui cherchait à gagner une place dans le ciel ou à se faire un nom sur la terre, il y en avait cent qui comptaient avant tout sur la division des terres saintes, qui entouraient Jérusalem, et sur le partage de l'or vierge que renfermait le palais de Mexico: il en résulta que lors-

(1) Le malheur de notre position, comme journaliste, est de nous trouver, malgré nous, toujours mêlé dans la discussion comme auteur: cela ne nous arrêtera cependant jamais dans nos théories, car il nous semble que par cela seul qu'on a combattu ou n'a pas renoncé à écrire l'histoire du combat.

Chronique politique.

La discussion qui s'était élevée entre le maréchal, gouverneur des Invalides, et l'ancien ministre de la guerre, et qui est aujourd'hui fort heureusement terminée, a dû nécessairement appeler l'attention sur l'ensemble de l'administration et sur les règlements de cette glorieuse institution; déjà même, vers les dernières années du règne de Napoléon, on avait reconnu l'urgence de quelques améliorations, de changements indispensables, pour faire cesser des abus dont l'origine remontait à la création de l'établissement, et empêcher surtout les passe-droits de la faveur au détriment des services et des titres réels à l'admission. La restauration songea un moment à la réalisation de ce projet de réforme; mais elle laissa les choses dans l'état où elle les avait trouvées. Aujourd'hui le ministre de la guerre, profitant d'une occasion favorable, a voulu donner suite au travail commencé sous Napoléon, et on le dit même assez avancé en ce moment pour qu'on puisse espérer de voir bientôt l'administration et le régime intérieur des Invalides mis en harmonie avec les institutions actuelles, et établis sur des bases qui rendent impossible le retour des abus et des plaintes qu'ils ont si souvent provoquées.

Dans l'audience royale à laquelle il vient d'être admis, M. le général Cass, le nouveau ministre plénipotentiaire des Etats-Unis, a remis au roi, indépendamment des lettres de créance qui l'accréditent auprès de sa majesté, une lettre particulière du général Jackson; cette lettre contient, dit-on, l'honorable désaveu des interprétations fâcheuses qu'on a pu donner à quelques-uns de ses actes et à certaines phrases d'un des messages du président du gouvernement américain. Le général Jackson a donné à l'expression de son estime personnelle pour le roi des Français un caractère qui ne peut laisser de doutes sur la sincérité de ses sentiments, et en annonçant sa retraite définitive ainsi que sa rentrée dans l'obscurité de la vie privée, il manifeste son intention de se rendre en France, pour visiter un pays qu'il connaît fort peu. Le souvenir d'un récent démêlé et quelques graves motifs de rancune nationale ne sauraient prévaloir contre la curiosité publique à l'égard de cet illustre voyageur.

Nouvelles d'Espagne.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Fin de la dépêche de Toulon, 1^{re} décembre 1836, à 6 heures du soir.

..... Suivant toute apparence, l'armée a dû entrer le 19 à Constantine.

Bayonne, 1^{er} décembre, 3 heures 1/2.

D'après le rapport officiel de Villareal, l'affaire du 27 a été de peu d'importance, mais Espartero n'a pas pu forcer le pont qui conduisait à Bilbao. Le couvent de Saint-Augustin a été pris avec la garnison. Espartero a encore essayé, le 28, d'attaquer le pont; il a été repoussé. La ville a été sommée le 29. Elle a refusé de se rendre. Le feu continuait dans la matinée. (Charte de 1830.)

Débats de la presse.

Le *Constitutionnel* publie ce matin, sur l'exécution du traité de la quadruple alliance, un article qui n'est pas évidemment de son cru, car on n'y déclare pas, on y raisonne d'une manière assez vive, et on y parle français couramment. Dans cet article, qu'on pourrait considérer comme un fruit précoce des tentatives de rapprochement qui se font entre le *Constitutionnel* et le seul rédacteur éminent qu'il ait jamais eu, puisque l'ancienne politique présidentielle y est soutenue avec une chaleur qui fait supposer que l'auteur de ce plaidoyer est intéressé dans la cause, il est dit que le traité de la quadruple alliance a été violé dans l'esprit et dans la lettre. Voici les termes du *Constitutionnel*:

« Le traité de la quadruple alliance est, à nos yeux, violé par la politique suivie à l'égard de l'Espagne, il est violé dans son esprit et dans sa lettre: dans son esprit, car ce traité est en quelque sorte une assurance mutuelle entre les états constitutionnels, et on laisse en proie aux plus grands, aux plus imminents dangers, un des états signataires; dans sa lettre, car ce traité stipule que des secours seront donnés par la France à l'Espagne sur sa demande, et du consentement de l'Angleterre et du Portugal, et bien que l'Espagne ait demandé la légion auxiliaire, bien que le Portugal et l'Angleterre aient pleinement adhéré à cette demande, la légion auxiliaire organisée à Pau par le dernier cabinet, a été dissoute par le cabinet nouveau. »

Nous allons faire voir à l'auteur de cet article, quel qu'il soit, qu'il a brouillé dans sa tête les articles du traité de la quadruple alliance; et que loin que la France n'ait pas fait ce qu'elle avait promis de faire, elle a au contraire dépassé de beaucoup ses engagements.

Ce traité de la quadruple alliance a été fait en deux fois et se compose de deux parties bien distinctes, arrêtées l'une le 22 avril, l'autre le 18 août 1834. Chacune de ces deux parties forme un traité complet, et se

rapporte aux divers événements de la Péninsule. A l'époque où fut signée la première, don Carlos et don Miguel étaient en Portugal; le gouvernement de la reine Christine et celui de don Pedro étaient persuadés que la tranquillité du Portugal et de l'Espagne était subordonnée à l'expulsion du territoire portugais des deux infants, et ils ne soupçonnaient pas que, une fois les prétendants chassés, il pût survenir à l'intérieur, de quelque côté que ce fût, d'autres sujets de trouble. Le cabinet de Londres et celui de Paris étaient, à ce qu'il paraît, dans la même conviction, chose étrange pour des hommes aussi expérimentés que lord Palmerston et M. de Talleyrand, et qui auraient dû ne pas avoir une confiance aussi exagérée dans la solidité de deux gouvernements établis de la veille, et encore décrétés plutôt qu'établis. Enfin, quoi qu'il en soit, les gouvernements de Madrid, de Lisbonne, de Londres et de Paris voyaient, au mois d'avril 1834, le salut de la Péninsule constitutionnelle dans l'expulsion de don Carlos et de don Miguel du territoire portugais. Notre assertion est mise hors de doute par les termes du préambule du traité; les voici:

« S. M. la reine régente d'Espagne, pendant la minorité de sa fille, dona Isabelle II, reine d'Espagne, et S. M. I. le duc de Bragance, régent du royaume du Portugal et des Algarves, au nom de la reine dona Maria II, profondément convaincus que les intérêts des deux couronnes et la sûreté de leurs états respectifs exigent l'emploi immédiat et énergique de leurs efforts réunis pour mettre fin aux hostilités qui, dirigées en premier lieu contre le trône de S. M. très fidèle, fournissent aujourd'hui un appui et des secours aux sujets mal intentionnés et rebelles de la couronne d'Espagne; et leurs majestés voulant en même temps prendre les mesures nécessaires pour rendre à leurs sujets les bienfaits de la paix intérieure, et affermir par de bons offices mutuels l'amitié qu'elles désirent établir et cimenter entre les deux états, se sont déterminées à unir leurs forces dans le but de contraindre l'infant don Carlos d'Espagne et l'infant don Miguel de Portugal à se retirer des états portugais. »

Ainsi, il est bien clair, comme nous disions, que la paix intérieure du Portugal et de l'Espagne dépendait, aux yeux des gouvernements de Madrid et de Lisbonne, de l'expulsion de don Carlos et de don Miguel, du territoire portugais. En outre, l'article suivant du préambule fait voir que la question était posée dans les mêmes termes par le cabinet de Windsor et par celui des Tuileries, lesquels prennent en considération la requête à eux adressée par la reine Christine et par le régent don Pedro.

La-dessus est conclu le traité du 22 avril 1834. Par l'article 2, le gouvernement de Madrid s'engage à faire entrer en Portugal un corps de troupes afin de coopérer, avec les troupes de sa majesté très fidèle, à forcer les infants don Carlos d'Espagne et don Miguel de Portugal à se retirer des états portugais. Par l'article 3, le gouvernement de la Grande-Bretagne s'engage à concourir, par l'emploi d'une force navale, à l'appui des opérations qui doivent être entreprises conformément aux engagements de ce traité, c'est-à-dire pour forcer don Carlos et don Miguel à se retirer du territoire portugais. Dans l'article 4, il est dit que: « dans le cas où la coopération de la France serait jugée nécessaire par les hautes parties contractantes pour atteindre complètement le but de ce traité (c'est-à-dire encore pour expulser don Carlos et don Miguel du territoire portugais), S. M. le roi des Français s'engage à faire à cet égard ce qui sera arrêté, de commun accord, entre elle et ses trois augustes alliés. »

Ainsi, et pour résumer ceci, il s'agissait, le 22 avril 1834, de chasser don Carlos et don Miguel du territoire portugais, moyennant quoi les gouvernements de Madrid, de Lisbonne, de Paris et de Londres avaient pensé (bien à tort, l'événement l'a prouvé) que la Péninsule serait pacifiée. On sait que l'armée espagnole commandée par Rodil, combinée avec l'armée portugaise, força, peu de temps après, don Carlos et don Miguel à quitter le Portugal, ce qui fit que le but du traité se trouva atteint, même sans le concours des forces de l'Angleterre et de la France, dont l'emploi avait été arrêté éventuellement. Sur ce premier point, il n'y a donc pas de signataire du traité de la quadruple alliance qui ait à se plaindre du gouvernement français; il n'est pas intervenu, parce que son intervention n'a été ni nécessaire, ni sollicitée.

Après l'expulsion de don Carlos et de don Miguel du territoire portugais, il arriva quelque chose que les signataires du traité du 22 avril 1834 n'avaient pas prévu, c'est-à-dire, il arriva que la tranquillité de l'Espagne ne fut pas moins troublée qu'auparavant; la Navarre, la Biscaye et le Guipuscoa se soulevèrent, et don Carlos trouva moyen de quitter l'Angleterre et de se rendre au milieu des insurgés.

Cet événement, qui arriva trois mois environ après la signature du traité et sa réalisation complète, était bien autrement grave que celui pour lequel le traité avait été conclu. Dans le premier cas, il s'agissait des deux infants, qui étaient entourés, dans un coin du Portugal, d'une poignée d'amis fidèles; dans le second, il s'agissait de trois provinces, les plus énergiques de l'Espagne, qui s'étaient soulevées d'elles

mêmes contre le gouvernement central.

Un second traité fut donc nécessaire, car le but du premier avait été rempli; mais l'Angleterre et la France venaient d'apprendre qu'il ne suffisait pas de chasser deux hommes de la Péninsule pour y assurer la paix intérieure, et comme si elles avaient eu le pressentiment du réveil de la constitution de 1812 et de celle de 1820, elles se retirèrent prudemment, dans ce second traité, signé le 18 août de la même année, de la position active et agissante qu'elles avaient prise dans le premier, signé le 22 avril.

Il était clair pour tout le monde que le soulèvement des provinces basques et la présence de don Carlos dans la Navarre, constituaient pour la Péninsule un danger bien plus grand et bien plus réel que ne l'avait fait la présence des deux infants en Portugal; le préambule du second traité dit expressément que les cabinets de Londres et de Paris ont porté leur attention sérieuse sur ces événements récents; cependant, quoique le danger fût plus considérable, les secours de la France et de l'Angleterre diminuèrent.

Ainsi, tandis que, dans le premier traité, l'Angleterre s'engage, de prime abord, à fournir des forces navales sans aucune restriction; dans le second traité, l'Angleterre ne s'engage (article 2) qu'à fournir tous les secours d'armes et de munitions de guerre que l'Espagne pourra réclamer, et ne promet l'assistance de ses forces navales qu'en second lieu, pour l'avenir, et avec cette clause restrictive, si cela devient nécessaire.

Quant à la France, qui s'était engagée formellement par le premier traité, et quand il ne s'agissait que d'expulser don Carlos et don Miguel du Portugal, à faire, pour atteindre ce but, ce qui serait arrêté par les puissances contractantes, elle ne s'engage absolument à fournir aucun secours pour le cas bien plus grave où il s'agit du soulèvement du nord de l'Espagne. Voici l'article 1^{er} du second traité, le seul qui la concerne:

« Sa Majesté le roi des Français s'engage à prendre, dans la partie de ses états qui avoisine l'Espagne, les mesures les mieux calculées pour empêcher qu'aucune espèce de secours en hommes, armes ou munitions de guerre, soient envoyés du territoire français aux insurgés en Espagne. »

Voilà tout!

Ainsi, il y a deux traités; l'un du 22 avril 1834, pour chasser don Carlos et don Miguel du territoire portugais; l'autre, du 18 août de la même année, pour soumettre les provinces insurgées en Espagne. Ce sont réellement deux traités distincts, d'abord parce que le but en est différent; ensuite parce que les engagements que la France et l'Angleterre y prennent sont aussi différents. La France a exécuté le premier, puisque sa coopération, qui était éventuelle, n'a pas été réclamée et eût été superflue; la France exécute le dernier, puisqu'elle fait foyalement tous ses efforts pour empêcher les envois d'hommes, d'armes et de munitions qui peuvent être faits aux insurgés, et que l'article 2 ne l'engage pas à autre chose.

Maintenant, il y a bien plus encore, la France a fait plus qu'elle n'avait promis, car elle a envoyé en Espagne la légion étrangère, elle a autorisé les enrôlements, les envois de munitions, d'armes et de vivres, toutes choses dont il n'y a pas un mot dans l'article 2 du traité du 18 août 1834, le seul obligatoire en cette occasion; d'abord parce qu'il est spécialement fait dans le but du soulèvement des provinces navarroises, ensuite parce qu'il est restrictif du traité du 22 avril précédent, et qu'il a toujours été de règle qu'entre deux conventions, c'est la dernière qu'on exécute, surtout quand elle limite l'étendue de la première.

La France n'est pas tenue au-delà des traités, et cependant elle a fait loyalement plus qu'elle ne s'était engagée à faire. Nous sommes convaincus qu'elle ferait bien plus encore, si elle pouvait oublier l'intérêt de sa paix intérieure et l'état de ses finances, et que l'envoi d'une armée ne lui coûterait rien, si elle n'avait devant les yeux la perspective à peu près certaine de se compromettre elle-même sans sauver l'Espagne.

Actes du gouvernement.

— Par ordonnance royale du 15 novembre 1836, MM. Worms et Schwabe ont été nommés membres laïques du consistoire israélite de Metz (Moselle).

— Par ordonnance du 29 novembre, M. le colonel Jure, directeur d'artillerie de la marine à Toulon, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par une autre ordonnance du même jour, ce même officier supérieur a été nommé commandeur dans l'ordre royal de la Légion d'Honneur.

— Par décision ministérielle du 14 novembre, le chef-lieu de la subdivision de la Corrèze et du Cantal est transféré d'Aurillac à Tulle. En conséquence, M. le maréchal-de-camp Hugo est autorisé à établir son quartier-général dans cette dernière ville. M. Hugo sera remplacé à Aurillac par M. Tempore, lieutenant-colonel du 55^e de ligne.

— On annonce que le comité de l'infanterie et de la cavalerie, consulté sur la question de hiérarchie dans les punitions à infliger aux officiers de santé militaires employés dans les corps, a émis l'avis que le chirurgien major ne pouvait être puni que par le colonel et le lieutenant-colonel; que le chirurgien

que Godefroy eût vaincu Iphictar-Eddaulah, et que lorsque Cortez eût défait Montezuma; que lorsque le premier eût été élu roi de Solyme et le second nommé capitaine-général du Mexique, ce fut parmi leurs compagnons d'armes que s'éleva le premier doute sur leur sainteté et leur courage, et que ce furent des rangs dans lesquels ils avaient marché que sortirent les plus ardents ennemis de leur cause. Et cela était facile à comprendre: car tous étaient partis égaux, et deux seulement étaient arrivés au trône.

Il en advint de même, toujours en comparant les petites aux grandes choses, de la croisade littéraire et de l'expédition dramatique de 1830. Lorsque les chefs eurent conçu le théâtre français et la porte Saint-Martin; lorsqu'ils eurent gagné les batailles d'Henry III et d'Henry IV, d'Antony et de Marion de Lorme, les plus remuants et les plus ambitieux soldats, commencèrent à murmurer, demandant ce qui leur reviendrait de cette double campagne. A ceci, il leur fut répondu qu'il y avait encore une immense partie du globe à délivrer des infidèles, une multitude de mondes nouveaux à explorer, et que s'ils voulaient payer de leurs personnes, on était prêt à leur rendre l'aide qu'ils avaient donnée: sur ce, ils désertèrent avec papier et plume, et passèrent à l'ennemi.

La finit l'action et commença la réaction.

Le principal reproche que l'on fit à l'école moderne fut celui de l'immoralité.

En effet, le théâtre moderne mis en regard du théâtre ancien, a l'air au premier abord de justifier cette accusation qui trouva quelque écho dans le monde. Nous allons chercher la cause, non pas de cette réalité, mais de cette apparence.

La première étude des auteurs qui eurent le désir de représenter leur époque, comme Molière avait représenté la sienne (toujours distance gardée, toujours en comparant les petites aux grandes choses), leur apprit que les trois éléments de la comédie, du drame et de la tragédie furent en tous temps les ridicules, les vices et les passions; seulement au temps de Molière il était difficile, et il eut pu être dangereux, de faire autre chose que de la comédie: car les ridicules étaient

le partage de la bourgeoisie, tandis que les vices et les passions étaient l'apanage des grands seigneurs. Aussi l'auteur de *Georges Dandin* et de *Sganarelle*, qui mourut à 53 ans assassiné par l'adultère, n'a-t-il jamais osé faire de ce crime qu'un ridicule, car peut-être que l'amant titré de Mlle Bejart eût envoyé le poète à la Bastille pour se venger de ce que le mari l'avait traîné sans masque et à demi-nu, de l'alcove conjugale à la cour d'assises du parterre: or aujourd'hui, la chose est fort différente, il n'y a plus de Bastille, il n'y a plus de noblesse, la bourgeoisie, tout en conservant ses ridicules personnels, a hérité des vices et des passions des grands seigneurs, et comme celui qui a pris la verge, appartient à la même classe que ceux qu'il fouette; que leur égal par la naissance, il est leur supérieur par le talent, qu'il n'a plus à craindre, là où l'attendait un abus d'autorité royale, que le ressentiment d'une vengeance particulière, il ne veut pas borner ses tableaux à la peinture de la partie comique de la société, car il comprit qu'il avait mission de la représenter sous toutes ses faces, et qu'il y avait peut-être quelque chose de plus social que de faire rire les hommes de leur charge, c'était de les faire rougir de leur ressemblance. Ils laissèrent donc là les ridicules, et s'emparèrent des vices et des passions, et comme leur produit le plus fatal, ils poursuivirent surtout l'adultère.

Car, si l'on veut y réfléchir, ce crime a une influence plus terrible sur la société de notre époque que sur celle des siècles passés. La noblesse, sous Louis XIV, se perpétuait surtout par des mariages de convenance, deux noms s'épousaient bien plus souvent que deux cœurs, et comme toutes les précautions étaient prises pour perpétuer la race plutôt que l'espèce, l'ainé des fils prenait pour lui seul le titre et la fortune qu'il devait à son tour transmettre à son fils aîné; quant aux autres enfants, ils étaient destinés à devenir abbés ou mousquetaires, c'est-à-dire à vivre dans la chasteté et à mourir dans le célibat. Grâce à cette combinaison, les désordres que pouvait amener après eux le défaut d'inclination avant l'accord ou de sympathie après l'union n'avaient pas de graves inconvénients, puisqu'il arrivait presque toujours que le mari se trouvait le père du fils aîné, c'est-à-dire de celui qui héritait de son rang, de sa fortune et de son titre; quant aux autres enfants, que leur nombre fût plus ou moins considérable, leur légitimité plus ou moins établie, c'é-

tait dans la famille chose matériellement fort indifférente, puisqu'ils n'avaient part à aucun des bénéfices de l'hérédité.

Dans notre société moderne, au contraire, où l'abolition des castes a établi l'égalité et où la suppression du droit d'aînesse a égalisé le partage héréditaire, il se forme plus de mariages d'inclination et moins d'unions de convenance. Il en résulte que les maris sont plus soigneux de l'honneur de leurs femmes, et plus préoccupés de la légitimité de leurs enfants; en effet, si un étranger se glisse aujourd'hui dans la famille, fût-il le dernier-né, il partage avec tous, et comme tous; et comme il n'a au partage que le droit légal et non le droit naturel, le partage devient un vol.

Les socialistes modernes avaient bien trouvé un remède à cette maladie; c'était d'abolir le mariage et de détruire l'hérédité. Malheureusement tout l'édifice de la société actuelle reposait sur ces deux bases.

Or, comme tout crime qui échappe à la loi est justiciable de l'opinion publique, les auteurs modernes firent ce que n'avait pas osé faire Molière, ils prirent l'adultère partout où ils purent le saisir et ils le traînèrent sur la scène.

Ce n'était pas la première fois qu'il y faisait son apparition; mais jamais il ne s'y était montré que couvert du masque antique et déguisé sous la chlamyde grec ou la toge romaine, de sorte que lorsqu'on le vit entrer le visage découvert et revêtu du costume actuel, il y eut un cri de surprise et d'effroi, car chacun regarda autour de lui, et sentit qu'il coudoyait chaque jour dans le monde, sinon un Antony, du moins un Arthur. La société moderne poursuivie par les auteurs des siècles passés dans ses salles à manger et dans ses salons, s'était réfugiée dans sa chambre à coucher. Nous en avons enfoncé la porte, et elle a crié au scandale et à l'immoralité, parcequ'elle avait été surprise en flagrant délit.

Voilà ce qu'on appelle la réaction.

ALEXANDRE DUMAS.

aide-major ne pouvait l'être que par les officiers supérieurs ou le chirurgien-major, et que le chirurgien-major devait s'adresser au lieutenant-colonel lorsqu'il y avait une punition à demander contre un lieutenant ou un sous-lieutenant.

M. le préfet de police vient de rendre une ordonnance concernant la police fluviale pendant l'hiver et le temps des glaces, grosses eaux et débâcles.

Nouvelles diverses.

PARIS, 5 décembre. — Hier au soir, le roi a travaillé avec MM. les ministres du commerce et de la justice.

M. le préfet de la Seine, M. le duc Decazes, Mme la comtesse de Rambuteau et Mme Martin (du Nord), ont eu l'honneur d'être reçus par LL. MM.

Aujourd'hui, le colonel du 18^e de ligne et plusieurs généraux ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

Une députation des membres de l'Institut a eu l'honneur d'être reçue par S. M.

Le roi a travaillé avec M. le ministre des affaires étrangères.

— S. Exc. M. le marquis Brignole Sale, ambassadeur de S. M. le roi de Sardaigne, a remis ce matin au roi, en audience particulière, les lettres qui l'accréditent auprès de S. M. comme chargé d'affaires de S. A. R. l'infant duc de Lucques.

— On a reçu, par voie extraordinaire, des nouvelles de Toulon, du 1^{er} décembre. M. le prince de Joinville venait de sortir de quarantaine, et se disposait à retourner à Paris, où S. A. R. est attendue dimanche prochain.

— M. le maréchal Soult doit arriver à Paris, le 6 décembre.

Liste des jurés désignés par le sort pour entrer en fonctions le 16 décembre 1856.

Acart, Bastière, Bouglé, Buchillot, Chugnot, Cottenet, Daniel, Degasc, Doré, Dufrène, Duverger, Fosse, Frété, Guilbert de Pitricourt, Héron, Hoemelle, Jarry, Jourdain, Lagon, Lamoureux, Lebas, Lebouteux, Lejeune, Liénard, Marcellot, Marchand, Missinot, Moreau, Nepveu, Parquin, Riboul, Riand, Roux, Siry, Spronck, Simonet, Thureau d'Angin, Toulouse, Vauvilliers, Vincent.

— La douceur de la température ayant permis de continuer les travaux de maçonnerie du Luxembourg au-delà du terme ordinaire, les fondations sont presque terminées. Les tailleurs de pierre n'ont pas perdu de temps de leur côté, et la construction ira vite.

— Toutes les statues colossales du pont de la Concorde descendues de leurs grands piédestaux, ont été transportées, et sont arrivées toutes sans aucun accident, dans la cour d'honneur du palais de Versailles, où M. Rocher, qui les a transportées, est occupé à les monter sur les piédestaux qui leur ont été préparés devant le statue équestre de Louis XIV.

— A midi les eaux de la Seine montaient à l'échelle du pont Louis XV à 8 mètres 7 décimètres; elles ont monté jusqu'à 8 décimètres cette nuit; les fosses de la place Louis XVI se remplissent d'eau; le bâtiment qui a apporté l'obélisque, et qui est resté échoué au quai des Champs Elysées, est complètement submergé; toutes les caves de la cité et des quartiers de l'hôtel-de-Ville sont inondées.

— Une lettre d'Arras dit que M. le prince de Polignac est arrivé le 30 novembre à Arras, se retenant en Angleterre. Il paraissait malade et souffrant.

— Une autre lettre, en répétant ces détails, ajoute:

« Une teinte jaune, imprimée sur le visage du prince par de longues souffrances, nous a suffisamment donné à juger combien on dû être mauvais les jours de sa captivité.

« Arrivé vers dix heures, il nous a quittés vers une heure et demie de l'après-midi; il n'était accompagné que de son fils et d'un gendarme en uniforme.

— L'ex-ministre de Charles X, M. de Guernon-Ranville, est arrivé jeudi dernier, à dix heures du matin, à l'entrée de Caen, par la malle-poste. Une voiture, qui l'y attendait, l'a sur-le-champ transporté à sa terre de Ranville.

— Le 29^e régiment de ligne venant de Versailles, est arrivé à Paris. Ce régiment est caserné rue du Foin.

— Les employés du service de la vente en gros de la marée ont fait jeter hier, dans les tombereaux servant au nettoiement de la ville de Paris, sept mantes de harengs et quatre mannes de chiens de mer trouvés dans un état complet de corruption.

— Il vient d'être décidé, dit-on, au ministère de l'intérieur, à l'occasion de quelques pétitions qui y étaient parvenues, qu'il ne serait plus accordé aucune Croix d'Honneur à la garde nationale avant les prochaines élections qui arrivent en mai.

— Nous avons annoncé que le marguillier de l'église de Manchester a interjeté appel de la décision de la cour consistoriale qui a autorisé l'exhumation du corps de Mme Malibran. Nous apprenons qu'à l'appui de cet appel, les adversaires de M. de Bériot sont dans l'intention d'invoquer l'insuffisance du jugement qui a prononcé la nullité du premier mariage de Mme Malibran. Le second mariage se trouvant ainsi annulé, M. de Bériot se trouverait sans droit pour soutenir sa réclamation.

— Voici un tour de vœux raconté par le *Phare* d'Anvers:

« Samedi dernier, dans la journée, le consul d'une puissance étrangère, dont l'hôtel avoisine l'établissement du Mont-de-Piété, sortait de ses bureaux. Il aperçoit dans son vestibule un individu portant sur sa tête un matelas. Le consul veut savoir ce qu'il fait là: notre homme lui demande s'il n'est pas au Mont-de-Piété. Le consul lui répond que non, et lui demande à son tour ce qu'il va faire dans cet établissement. L'inconnu lui dit que sa femme est sur le point d'accoucher, et que la misère le force de mettre en gage son unique matelas. M. le consul, ému de compassion, donne dix francs à cet homme et l'engage à retourner chez lui avec l'objet qu'il porte.

« Le soir, une des servantes monte à sa chambre pour se coucher: elle ne trouve plus son matelas. Elle s'imagina que quelque domestique de la maison a voulu lui jouer un tour; de là grand débat entre les commensaux de l'hôtel. Le bruit parvient jusqu'aux oreilles du consul, qui s'informe du motif de tout ce tapage, et qui apprend que le prétendu pauvre n'était autre chose qu'un voleur.

Ce trait nous rappelle une anecdote, dans laquelle Louis XV joua un rôle. Un voleur s'introduisit un jour dans le château de Versailles, comme envoyé par l'horloger de S. M. pour emporter une très belle pendule qui avait besoin d'être raccommodée. Il traverse librement plusieurs salons, s'arme d'une échelle et la plante au pied de la pendule. Il allait grimper lorsque le roi entre, et s'alarme du danger que court cet homme, en grimpa ainsi à une échelle posée sur un parquet glissant. Le roi approche, et, après avoir fait sentir à cet homme son imprudence, lui offre de tenir l'échelle, l'individu accepte avec reconnaissance, décroche la pendule, qu'il emporte, en remerciant beaucoup le seigneur qui l'a aidé. Lorsque Louis XV apprit que la pendule n'avait pas paru chez l'horloger, il défendit de poursuivre un vol auquel il avait prêté la main. — Je suis, dit-il, son complice.

— M. K..., barbier, rue Saint-Merry, sort, il y a quelques jours, laissant au magasin sa femme et sa fille. Bientôt trois individus se présentent: ils sont courtiers et demandent à acheter des montres. Mme et Mlle K... leur en offrent une assez grande quantité. Tout à coup l'un des courtiers est saisi d'une indisposition, il s'évanouit, et les dames s'empressent de quitter le comptoir, vont chercher vinaigre et eau de Cologne, et reviennent bientôt pour secourir le malade. Les deux autres courtiers remercient beaucoup ces dames; ils n'achèteront rien aujourd'hui, attendu l'état de faiblesse de leur ami, mais ils reviendront le lendemain.

M. K... rentre peu de temps après le départ des trois amis: on lui raconte ce qui s'est passé, et il soupçonne aussitôt quelque friponnerie. En effet, il vérifie sa boîte et reconnaît que neuf montres de prix lui ont été dérobées: il fait sa déclaration, et le lendemain l'homme aux évanouissements a été arrêté. Il a protesté de son innocence; à prétendu qu'il était bien réellement courtier, qu'il avait reçu 5 fr. des deux marchands pour les accompagner chez le sieur K..., mais qu'il ne les connaissait pas.

— Lord Chesterfield vient de vendre le célèbre cheval *Priam* à M. Tattersall, pour la somme de 5.300 guinées (91,875 fr.)

— Il résulte d'un tableau synoptique publié par le *Journal des Deux-Sèvres*, rue Coq-Héron, n. 3, que le prix moyen du froment, depuis 1800 jusqu'à y compris 1855, c'est-à-dire pendant une période de trente-six années, a été en France de 20 fr. 50 c. 9 millimes l'hectolitre.

— La Seine est en ce moment à l'étiage du pont de la Tournelle à 4 mètres 70 centimètres. On ne peut plus travailler au sautement du fer de la toue dont, il y a quelques jours, nous avons signalé la perte. On fait rentrer en toute hâte les vins déchargés sur le port. Les bateaux à vapeur la *Ville de Corbeil* et la *Parisienne* viennent de se déterminer, d'après les injonctions sévères de l'autorité, à ne plus continuer leurs voyages périlleux, et à aller se garer jusqu'au printemps prochain, l'un dans le port de Choisy, et l'autre à la Rapée. A Bercy, l'eau gagne les berges, et les marchands de vin lui disputent ponce à ponce le terrain de la rive encore chargée d'une grande quantité de feuilletes. Dans d'autres endroits, la Seine commence à baigner le pavé de la route de Bercy, et il n'est que trop probable que la nuit prochaine la voie publique sera complètement submergée.

— Nous pouvons assurer comme ayant pué à bonne source que les faits attribués à M. d'Hochereau, directeur du timbre de l'enregistrement des domaines, relativement à des fautes pratiquées dans les bâtiments de l'atelier général du timbre dont quelques journaux ont entrepris le public, lui sont complètement étrangers. Des sondes, il est vrai, ont été faites il y a huit mois, mais elle ont été ordonnées par un inspecteur-général des finances commis par le ministre pour vérifier l'atelier qui ne dépend, au surplus, en aucune manière de la direction du département de la Seine, mais uniquement de l'administration centrale.

CHEMIN DE FER DE PARIS A LA MER.

Le projet d'un chemin de fer de Paris à la mer doit occuper la session de 1857; après ce que nous avons publié sur la face nouvelle que les Etats-Unis doivent à ces merveilleuses voies de communications, nous croyons qu'il est d'une haute importance de faire ressortir tout ce qui concerne de parties entreprises. L'opinion publique s'est déjà prononcée sur la ligne de Paris à la mer, sur tous les avantages qui en résulteraient. Aussi nous empressons-nous de reproduire l'article suivant du *Bulletin commercial* de Rouen.

« La chambre de commerce de Rouen s'est occupée, dans sa séance du 23 de ce mois, de la grande question du chemin de fer de Paris à la mer. Voici ce que nous avons pu recueillir sur le résultat de la délibération:

« Après une discussion longue et approfondie, dans laquelle ont été reproduits et combattus successivement la plupart des arguments allégués par la commission départementale d'enquête, en faveur du tracé de l'administration par Gisors, la chambre, à la majorité de onze voix contre trois, a rejeté ce projet, et décidé qu'il y avait lieu de donner la préférence au tracé par la vallée de la Seine jusqu'à Rouen; mais que, pour aller de ce dernier point au Havre, il était préférable que le chemin de fer traversât les plaines du pays de Caux, de manière à desservir plus directement Yvetot et Bolbec.

« La chambre a, en outre, émis le vœu que l'embranchement sur Dieppe passât par Montville et Clères, afin de faire jouir ces riches et populeuses vallées des avantages d'une communication directe avec la route ferrée.

« Ainsi, voilà encore une autorité grave et assurément bien compétente en pareille matière qui vient se joindre à notre conseil municipal et à notre société libre de commerce, pour rejeter, après un mûr examen, le tracé par Gisors, et proclamer de nouveau la supériorité du projet de la compagnie Riant sur celui de l'Administration; et cette dernière délibération est d'autant plus remarquable, qu'elle a été prise, comme nous l'avons dit, postérieurement au vote émis par la commission d'enquête, et après discussion des motifs consignés dans le procès-verbal des délibérations de cette commission.

« Reste à savoir maintenant qui aura raison, en définitive, de ces trois corps réunis, ou de la commission ad hoc désignée par l'Administration. C'est ce qu'il est difficile de préjuger quant à présent. Mais lorsqu'on voit tous les représentants légaux des intérêts de la cité unanimement d'accord pour repousser le projet par Gisors, il est difficile de croire que la chambre des députés, lorsqu'elle sera appelée à juger souverainement cette importante question, ne soit pas frappée de cette unanimité de réprobation manifestée par des corps indépendants, qui tiennent du principe électif dont ils sont émanés, une force qui ne se rencontre pas dans leurs contradicteurs, d'ailleurs beaucoup moins nombreux. »

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN.

Extrait du procès-verbal de la séance du 23 novembre 1856.

Considérant que la chambre de commerce de Rouen, ainsi que les commissions d'enquête, consultées en octobre 1855 et en mai 1856, tant sur le projet de chemin de fer de Paris à la mer par Gisors, que sur le projet par la vallée de la Seine, soumise par la compagnie Riant, ont indiqué comme une des conditions nécessaires pour assurer le succès de cette entreprise, que Rouen, en raison de l'importance de sa population et de ses relations avec les pays environnants, doit être le centre de cette communication, et se sont prononcées en faveur du projet par la vallée de la Seine, comme satisfaisant à tous les besoins, à tous les intérêts, et assurant les communications des agglomérations industrielles, agricoles et commerciales, plus nombreuses dans les vallées de la Seine et de l'Eure que dans le parcours du projet par Gisors;

Considérant que le nouveau projet soumis à l'examen de la chambre de commerce, n'est que la reproduction du premier projet de l'Administration d'un chemin de fer de Paris à Dieppe, par Gisors et Blainville, avec ses embranchements sur Rouen et sur le Havre, sauf quelques rectifications de pentes, et avec cette variante que l'embranchement sur Rouen deviendrait ligne principale, et serait continué sur le Havre, pour rendre Rouen le centre de la communication entre Paris et le Havre;

Considérant que si les mémoires et soutiens de MM. les ingénieurs de l'Administration des ponts et chaussées établissent la supériorité de leur projet et la préférence qui doit lui être accordée sur celui par la vallée de la Seine, en raison des difficultés et dépenses plus grandes que ce dernier comporterait, d'autres ingénieurs également capables et dignes de foi, ont répliqué par d'autres mémoires et soutiens pour défendre les avantages et les moyens d'exécution du projet par la vallée de la Seine et par Rouen, et que la chambre, ainsi qu'elle l'écrivait en mai 1856 à M. le préfet, « n'a pas mission de discuter tous les travaux d'art, et qu'en supposant l'un et l'autre travail parfaitement exacts et également praticables, elle doit seulement se livrer à l'appréciation des intérêts généraux engagés dans la question, et à l'examen comparatif des deux directions; »

Considérant qu'il ne peut exister aucun doute sur l'importance relative des villes et populations des deux lignes, soit par Gisors, soit par la vallée de la Seine, et que cette supériorité en faveur de la vallée de la Seine, est même reconnue par les auteurs du projet par Gisors, lorsqu'ils indiquent, pour desservir Elbeuf et Louviers, un long embranchement, dont l'exécution peut paraître incertaine, on ne serait opérée qu'après la ligne principale, tandis que le voisinage de ces villes importantes du tracé par la vallée de la Seine, obligerait les soumissionnaires à exécuter simultanément les courts embranchements qui leur procureraient les avantages de la communication de ces villes avec la ligne principale;

Considérant que si les dépenses pour la confection du chemin de fer par la vallée de Seine sont plus considérables que par les plateaux, les produits par la vallée doivent être également plus considérables;

Considérant que la distance et la durée du trajet de Paris au Havre par Rouen est la même par les deux lignes, et que, si la distance de Paris à Dieppe, par Rouen, prolonge d'une heure environ le parcours entre ces deux villes, l'importance du port de Dieppe n'est pas telle que cette différence dans le projet puisse détruire les motifs de préférence qui militent en faveur du tracé par la vallée;

Considérant qu'on induirait à tort que la chambre de commerce de Rouen ne défend le projet par la vallée, que parce qu'il favorise plus particulièrement les intérêts de cette cité, puisque le Havre et Dieppe, qui auront toujours de fréquentes relations avec Rouen, auront également leur communication avec Paris sans solution de continuité; et que Rouen, soit que le chemin passe sur

les hauteurs à quelque distance de la ville, soit qu'il passe dans la ville et plus près du port, sera toujours, par sa position et son importance, le point central de la communication, comme il en sera le principal aliment;

Qu'ainsi en défendant le projet par la vallée de la Seine, la chambre de commerce ne défend réellement que les intérêts des populations appelées à profiter du bienfait de la rapide communication, et qui, étant plus importantes et plus productives dans la vallée que sur les plateaux, offrent plus d'éléments pour la prompte exécution et pour le succès et la prospérité de l'entreprise.

Considérant, en ce qui touche la ligne à suivre de Rouen au Havre, que le tracé par les plaines du pays de Caux desservira plus directement Yvetot, Bolbec et Fécamp, et que ce tracé, qui n'était indiqué par la compagnie Riant que jusqu'à Yvetot, peut être suivi sur le Havre par Bolbec, et avec moins de dépenses que par la vallée de la Basse-Seine;

Considérant, en ce qui touche la ligne de Rouen à Dieppe, que le tracé commun avec celui du Havre jusqu'à Malaunay, qui suivra par Clères et Montville, et desservira les nombreux établissements de ces vallées, donnera au port de Dieppe une communication plus prompte avec Rouen que par Blainville, et que les passagers et les marchandises en destination directe pour Paris, arriveront encore plus promptement de Dieppe à Paris que du Havre à Paris;

Considérant, enfin, que la compagnie Riant offre de faire exécuter la ligne par la vallée à ses périls et risques, et sans subvention de la part du gouvernement, et que l'Administration a le pouvoir d'exiger des garanties, et d'exercer sa surveillance et son contrôle pour l'exécution du cahier des charges à imposer aux adjudicataires, de manière à obtenir un bon travail et un service régulier;

La chambre, en persistant dans les autres motifs et considérations exprimées dans sa lettre du 20 mai dernier, à M. le Préfet, se prononce contre le projet soumis à son examen, et est d'avis:

1^o Que le tracé du chemin de fer de Paris à la mer, par Rouen, doit suivre la vallée de la Seine jusqu'à Rouen, et que ce tracé doit obtenir la préférence sur celui par Gisors et Blainville;

2^o Qu'à partir de Rouen le chemin sur le Havre doit se diriger par Déville, Malaunay, Yvetot et Bolbec, et celui de Dieppe, par la même voie jusqu'à Malaunay, et de là par Montville et Clères, et de manière à assurer la communication de ces deux ports avec Paris sans solution de continuité.

CONSEIL MUNICIPAL DE LOUVIERS.

SEANCE DU 4 NOVEMBRE 1856.

Plus les intérêts de la ville de Louviers sont engagés dans la question qui s'agit, et plus le conseil municipal se croit dans la nécessité d'appuyer ses protestations de motifs raisonnables, et de nature à faire revenir l'Administration sur le projet qui paraît avoir sa préférence.

Après avoir fait valoir les plus puissantes considérations sur la ligne que désignent les intérêts de Paris, Rouen, Elbeuf, Louviers, les conseillers municipaux de cette dernière cité s'expriment ainsi:

Nous avons trop de confiance dans le gouvernement et dans les chambres pour douter que la raison ne triomphe enfin des obstacles qu'on oppose aux vœux et aux intérêts de l'une des premières cités du royaume et de plusieurs villes dont l'importance industrielle mérite quelque attention.

C'est pourquoi nous déclarons persister dans l'opposition constatée par délibération du conseil municipal en date du 23 octobre 1855, dont une copie est restée annexée au procès-verbal d'enquête ouverte à Evreux. Nous déclarons en outre donner adhésion aux observations faites au nom de la ville, par M. le maire, sur le même procès-verbal, le 30 novembre suivant.

Suivent les signatures.

BOURSE DU 5 DÉCEMBRE.

Les consolidés sont arrivés en hausse de 1/8 0/0, et cette circonstance a suffi pour faire gagner à notre 3 0/0 le terrain qu'il avait perdu à la fin de la bourse d'hier.

Les opérations de la coulisse, commencées à 50 20, se faisaient à 50 à l'ouverture du parquet; mais les détenteurs de grosses sommes, trouvant le moment favorable, et la place bien disposée, ont profité de l'occasion pour se débarrasser d'une partie de leurs rentes; il en est résulté une grande froideur du parquet. Des ventes faites par des agents influents ont été remarquées; la coulisse, encore sous l'impression de la hausse du 1^{er}, a manifesté quelque difficulté à suivre le mouvement réactionnaire du parquet. Cependant après le coup de cloche on a offert à 50 20.

BOURSE	PREMIER COURS.	PLUS HAUT.	PLUS BAS.	DERNIÈRE COTATION.	COURS D'HIER.
5 0/0 J. du 22 S. C...	106 50	106 75	106 50	106 75	106 50
Fin courant...	106 50	107 00	106 50	107 00	106 50
Prime fin cour...	..	..	105 95	107 50	107 50
Prime fin proch...	..	..	..	107 50	..
5 0/0 du 22 J. compt...	80 05	80 05	79 95	80 ..	79 90
Fin courant...	80 30	80 30	80 10	80 21	80 15
Prime fin cour...	..	80 20	80 35	80 50	80 50
Prime fin proch...	80 70	80 85	..	..	..

FONDS ÉTRANGERS.	
NAPLES. Vale. cour...	98 70
Fin cour...	98 60
ESPAGNE. Cortès.	
- Emprunt royal 1853, 5 0/0	50 00
- Rente perpét. 5 0/0	50 00
- Trois 6 0/0	50 00
- Dette passive, 5 1/2	50 00
- Dette active, 18 5/8	50 00
- Comp.	50 00
Présumé, à 6 0/0 avec prime, 1070	
Rentes: Du comptant à la fin du mois.	
5 0/0 J. du 22 S. C...	30 35
5 0/0 J. du 22 J. compt...	20 25
Naples...	45 27 1/2
CHANGES. Sur Londres 15 mois, 25 45 0/0. Hambourg 133 1/4. Amsterdam 57 5/8.	
TORTONI, dix heures du soir.	
Les nouvelles de Bilbao, publiées par le journal ministériel du soir, ont un peu ranimé la spéculation qui, depuis quelque temps, était très calme. Après-dîner on a négocié environ 50,000 à 80 20 et 15.	

BULLETIN COMMERCIAL.

PARIS, 2 décembre.	
COURS DES EAUX-DE-VIE (hors barrière).	
22 degrés.	17 degrés.
Provenance...	..
Montpellier...	..
Saintonge...	..
La Rochelle...	..
Cognac nouveau...	..
— Vieux...	..
Saintonge...	
Loire...	..
La Rochelle...	..
Fin de Fécule...	..
Provenance...	..
Montpellier...	..

BULLE. — Hors barrière, 100 kil., remonte, 6 0/0. Olive commune, 150; Fine vieille, 160; Sardinie vieille, 190; Nouvelle, 210 à 215.

SAVON. — Marseille, bleu pâle, 400 kil., remonte, 42 0/0, 120; Blanc, 10 5/8, 130.

MAISON. 2 décembre 1856.

Coton. — 201 balles Louisiane, de 1 23 à 1 45; 77 dito Mobile, 1 45; 251 ditto George C.

Sucre. — 202 bps, brut, de 12 25 à 6.

Potasse. — 32 barils de New-York, 45-4-9, 58 50.

Chaux. — 25 m/entchot de Saint-Petersbourg, 44 c.

Poivre. — 13 sacs lourd, 55.

Cuir. — 3000 Monte-Vidéo, pesant 30 kil., 85; 3000 dito, 87 1/2; 709 Côte-Ferme, 18 1/2.

Sulf. — 45 balles de Russie, 61 c.

Perles. — 5 flûts de New-York, tre sueto, 63 50.

Cire. — 2 m; Hainaut, 1 50; 6 dito haute marchandise, 1 90; 8 dito, ditto, 1 92 1/2.

Indigo. — 25 caisses Bengale, 8 75.

Les Coton se vendent toujours à des prix faibles. Continuation de fermeté sur les Sucre.

Bruts, le chantage de Russie se vend un hausse.

Sont entrés: Le Yeloc, ven. de Buenos-Ayres; le Jules et Julie, ven. de Rio-Janeiro.

MONITEUR.

PARIS, 4 décembre.

Le *Moniteur* contient une ordonnance qui nomme M. Marquier, sous-préfet de l'arrondissement de Muret, préfet du département de l'Aveyron, en remplacement de M. Rozet, décédé.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

La multiplicité des objets préparés dans tous les genres pour le jour de l'an, rend bien difficile, à ceux qui ont des étrennes à donner, le choix des cadeaux qu'ils veulent offrir. Cependant, si la raison guide ce choix, il portera de préférence sur des choses qui réunissent à la fois l'agréable et l'utile. C'est à ce double titre que nous signalons la *Suisse pittoresque*, par A. Martin. Assurément un beau volume in-4°, imprimé à deux colonnes, renfermant dans le texte tout ce qui a été écrit de plus curieux sur ce pays si curieux à tant de titres, dans les figures, plus de 200 vignettes gravées sur acier, représentant les lieux célèbres, les sites pittoresques, les monuments remarquables, les armes et les costumes des divers cantons, les autographes des hommes dont le nom est resté, et une grande et magnifique carte par Keller et J. Tardieu. Assurément, disons-nous, si ce volume est livré à un prix modique, on doit féliciter son éditeur de l'avoir entrepris. C'est ce qui a lieu, car, revêtu d'une couverture élégante en veau, la *Suisse pittoresque* ne se vend que 16 fr., bien qu'elle contienne la matière de plus de 20 volumes in-8° ordinaires. Le succès de ce livre d'étrennes n'est pas douteux.

L'industrie française vient de s'enrichir d'un nouveau procédé pour la fabrication d'un papier à lettre vélin, azuré et blanc, devant lequel doivent pâlir toutes les célébrités de ce genre. Nous voulons parler du *Papier Howard*, portant pour devise : *Paper without hairs*. On sait combien est désagréable l'inconvénient de trouver sous la plume un fil, un poil imperceptible qui, s'enchevissant dans le bec, altère la formation d'un mot et met l'écrivain dans

l'ennuyeuse nécessité de recommencer sa lettre. Ce défaut a disparu à l'aide du procédé de M. Howard, et c'est à lui que nous sommes redevables de ce perfectionnement notable et précieux. Aussi tout ce que Paris renferme de gens soigneux de leur écriture, rend-il de fréquentes visites aux magasins de M. Howard, papeter de l'école des Beaux-Arts, rue de Provence, n. 9, près le faubourg Montmartre.

Depuis longtemps différentes méthodes destinées à l'enseignement ont été offertes au public; mais quoique faites presque toutes par des professeurs de talent, elles péchaient toujours par le manque d'expérience, condition indispensable pour connaître, d'une manière précise, la mesure des forces des jeunes intelligences. C'était donc bien réellement à une maîtresse de pension qu'il appartenait d'écarter une méthode irréprochable. Celle de Mme Rivallée, que nous recommandons vivement aux familles, réunit toutes ces conditions désirables pour donner aux jeunes personnes une instruction solide en leur évitant, par la variété des leçons, une grande partie de l'ennui qui accompagne toujours les premières années d'étude. La méthode de Mme Rivallée, prouve qu'elle s'est occupée, dans les plus petits détails, des moyens de fixer, dans le souvenir de ses jeunes élèves, l'histoire et la géographie, de manière à ce qu'elles ne puissent jamais l'oublier. S'occuper ainsi des enfants, c'est avoir bien mérité des familles, qui apprécieront le dévouement de l'auteur et l'excellence de son travail.

La Pourvoirie parisienne est une de ces créations modernes qui ne pouvaient qu'être bien accueillies du public. Aussi, grâce à M. Serres, qui en est le fondateur, on peut maintenant improviser un dîner en deux heures; on est sûr de trouver dans son établissement de quoi satisfaire les goûts les plus délicats, et à des prix extrêmement modérés.

(Voir nos Annonces d'avant-hier.)

Les amateurs de musique religieuse suivent avec intérêt les efforts faits par l'organiste de Saint-Eustache pour remplacer, dans les cérémonies du culte catholique, la musique brillante, mais profane, du théâtre, par les chants simples, graves et harmonieux des meilleurs compositeurs Italiens et Allemands. Ils regrettaient seulement de ne pouvoir se procurer les morceaux les plus remarquables; mais M. Beauvais, déjà éditeur de la grande Bibliothèque de chants italiens et de piano à bon marché, a satisfait à ce besoin, en publiant ces morceaux sous la direction de l'organiste de Saint-Eustache. Ils paraissent sous le titre de *Répertoire de musique religieuse*, et sont arrangés, pour une ou plusieurs voix, avec accompagnement d'orgue ou de piano. Dix cahiers sont en vente aujourd'hui. Nous recommandons cette publication, non seulement aux maîtres des cathédrales et des séminaires, mais encore à tous les amateurs de la musique de Beethoven, Mozart, Meyerbeer, Rietz, Romberg, Gluck, Carissimi, Novello et de tant d'autres grands maîtres dont les noms ornent déjà cette utile collection.

POUR L'ABONNEMENT ET LA RÉDACTION.

S'adresser, franco,

Au Directeur, rue de Seine-Saint-Germain, 16.

25 FR. PAR AN.

SIX MOIS, 15 F.; TROIS MOIS, 7 F. — A L'ÉTRANGER,

UN AN, 28 F.; SIX MOIS, 15 F.

On ne souscrit qu'à dater du 1^{er} du mois.

REVUE DU 19^{SIÈCLE}

POLITIQUE, RELIGION, ÉCONOMIE SOCIALE, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS, NOUVELLES.

Paraît le Dimanche, imprimée sur papier vélin et couverture de couleur, très grand in-8, d'une étendue égale aux deux tiers de la Revue de Paris et formant tous les trois mois un beau volume.

Le public est depuis longtemps unanime sur ce point, qu'il n'existe pas en France de *Revue* hebdomadaire proprement dite, c'est-à-dire de recueil ayant des doctrines arrêtées et permanentes en matière de politique, de littérature et d'art.

Celles qui se publient en ce moment sont des espèces de *Magazines*, et leurs numéros, qui n'offrent aucune suite et aucune progression entre eux, sont habituellement chargés des opinions les plus disparates, quelquefois les plus contradictoires. La seule orthodoxie, c'est celle que les petites ambitions de coterie et les haines littéraires y entretiennent, et elle ne s'y opère que par l'exclusion de certains ordres d'idées et de certains noms.

C'est le désir et le besoin de donner aux arts et aux lettres un organe ferme dans sa marche et sympathique dans ses relations, qui ont amené la fondation de la *Revue du 19^{SIÈCLE}* et qui président à sa rédaction. Elle est, en politique, pour la substitution des grandes questions sociales aux mesquines discussions de forme; en littérature, pour l'étude sévère de la langue et des écrivains spontanés et originaux contre le système du postiche, de l'imitation et du répliquage.

La *Revue du 19^{SIÈCLE}*, qui possède le plus grand nombre d'abonnés auquel jusqu'ici il ait été donné à une revue hebdomadaire d'atteindre, aura à la fin de novembre un tiers d'étendue de plus et un caractère moins compacte, sans augmentation de prix.

BEAU LIVRE D'ETRENNES.

SUISSE PITTORESQUE

ORNÉE DE 200 FIGURES SUR ACIER, MUSIQUE, PORTRAITS, FAC SIMILE, ÉCUSSONS ET DEUX BELLES CARTES (DONT L'UNE SUR GRAND JÉSUS) GRAVÉES D'APRÈS KELLER, PAR TARDIEU.

Un magnifique volume in-4°, relié élégamment, 16 fr. Chez Hippolyte Souverain, éditeur rue des Beaux-Arts, 3 bis. (Écrire franco).

OUVERTURE DES SALONS

D'ALPHONSE GIROUX ET C^{ie}

VARIÉTÉS POUR ÉTRENNES.

Rue du Coq-Saint-Honoré, 7, au 1^{er}.

INSTITUT MÉDICO-ÉLECTRIQUE.

L'établissement de M. LE MOLT, rue Saint-Honoré, 333, approuvé par l'académie royale de médecine, guéri parfaitement des paralysies, affections rhumatismales ou nerveuses, et de toutes les autres causes par défaut de ton ou de circulation, est ouvert aux malades de 3 heures à 5 heures. Les malades ont la facilité de se faire assister de leur médecin.

POMMADE MÉLAINOCOËM.

Il n'est bruit en France que des merveilles de cette précieuse Pommade, qui teint les cheveux, moustaches et favoris du plus beau noir sur-le-champ, les fait croître et les empêche de jamais blanchir et de tomber. Nous n'en pouvons mieux faire l'éloge qu'en rappelant le témoignage éloquent de M. le docteur ORFILA, doyen de la Faculté de Médecine de Paris. (Voir les journaux du 15 juin 1832.) — Le seul dépôt se trouve à Paris, chez M^{me} veuve Cavaillon, Palais-Royal, 135, au 2^{me}, l'entrée par l'allée de l'horloger. (Ne pas confondre avec la boutique du parfumeur à côté.) Le prix des pots est de 3, 10 et 20 fr. On y trouve aussi les célèbres Pommades blondes et châtaines, au prix de 10 et 20 fr. (Affranchir.) — Chaque pot est revêtu de la signature et du cachet de M^{me} veuve CAVAILLON. (319)

LE VÉRITABLE ARROW-ROOT DE LA COMPAGNIE DES INDES, l'Orge perlé et le GRUAU d'ÉCOSSE en poudre, brevétés de S. M. B. comme excellentes nourritures pour les enfants, les nourrices, les personnes délicates ou convalescentes, se trouvent toujours au DÉPOT DE THÉS de la compagnie anglaise, place Vendôme, 25. Véritable ALB (bière d'Écosse), PORTER, RHUM de la Jamaïque, VINS de Madère, Porto, Xérès, etc. On fait des envois (Affranchir.)

BARON ET COMP.

BUREAU CENTRAL.

Rue de la Jussienne, 11.

BUREAUX D'ARRONDISSEMENT :

- 1^{er} Bureau, r. du Fbg. Montmartre, 40
- 2^e — rue Saint-Honoré, 274.
- 3^e — rue du Coq-Saint-Honoré, 4.
- 4^e — rue Vieille-du-Temple, 19



HEURES DES DÉPARTS.

Du 1^{er} mai au 1^{er} octobre.
à 6 h. du mat., à 11 h. et à 4 h. du soir.

Du 1^{er} octobre au 1^{er} mai.
à 7 h. du mat., à 11 h. et à 3 h. 1/2 du soir.

Nota. Toute dépêche doit être remise une heure avant pour profiter du départ des heures fixes.

Distributions Quotidiennes

DE TOUTES LES IMPRIMERIES DANS PARIS, INSERTIONS GÉNÉRALES DANS LES JOURNAUX ET MISES D'ADRESSES

Sont admis à la distribution : les Journaux, Ouvrages périodiques, Feuilles imprimées entièrement, gravées, lithographiées ou autographiées (sauf les signatures ou la date), Invitations pour cérémonies et services religieux, Prospectus, Avis divers, CARTES DE VISITE, Lettres de part, Convocations, Invitations pour soirées et bals, etc.; en général de toute espèce d'imprimés, d'après un tarif, aux taux les plus bas, uniformément suivis dans tous les bureaux de l'administration. Les lettres manuscrites en sont exclues : toute distribution est faite en deux heures et demie. L'Administration rembourse les exemplaires égarés dans le service, et rend un compte des changements d'adresses et des rebuts annotés.

TOPIQUE COPERTINIQUE. Les nombreux essais faits à Paris, les rapports des journaux et les certificats ont prouvé que ce remède est infailible pour la Guérison des Corps, Oignons et Dartres; il ôte le prurit, donne la première application, et fait tomber la racine en quelques jours sans nul danger ni douleur. Dépôt général à Paris, chez Saisse, rue J.-J. Rousseau, n. 3 (au 1^{er}). Affranchir. Alger, Deler, pharmacien, r. de Valte, 14; Ch. de Bourcard, Bruxelles, Van Hiseberg, pharmacien, place de la Monnaie, 14; G. Laboute, ph. Londres, G. Barbe, Toulon; Albert-Alexandre, EN FRANCE, dans une pharmacie de chaque ville, où les prospectus se délivrent gratis.

Au Bureau, quai aux Fleurs, n° 15, et chez tous les Libraires et Dépositaires.

MAISON RUSTIQUE DU XIX^{SIÈCLE}, ENCYCLOPÉDIE D'AGRICULTURE PRATIQUE.

Publiée en 4 volumes in-4°, avec 2000 gravures; sous la direction de MM. BAILLY et MALEPEYRE.

Par MM. Huzard, Héricart de Thury, Bonafous, Molard, Sylvestre, de la section d'agriculture de l'Institut; Fébrier, Huere de Pommeuse, S-Hilaire, Loiseleur, Michant, Payen, Poiteau, Pommier, Sonlange-Bodin, Vilmorin, Yvart, de la Société d'agric. de Paris; Puvion, de la Société de Bourg; Grogny, de Lyon; Noiret frères, de Dijon; Antoine, de Rouille; Bella, de Grignon; L. Thouin et Moll, prof. d'agric. au Conservatoire; Bixio, médecin; de Rambuteau, préfet de la Seine; de Gasparin, ministre de l'intérieur, etc. — Tous les articles sont signés.

Prix : Une livraison, 5 sous; 1 volume 9 francs; les 4 volumes, 33 fr. 50 c. On souscrit en un bon payable à Paris ou à domicile à la réception de l'ouvrage. — Toute personne qui place six exemplaires, reçoit le septième gratis.

AVIS CONTRE LES COLS EN FAUSSE CRINOLINE.

Sans durée, mauvaise tenue, et d'usage incommode.



La signature de l'inventeur breveté garantit ses COLS en VRAIE CRINOLINE-OUUDINOT, CINQ ANS DE DURÉE.

Chef-d'œuvre d'industrie, en vogue pour ville, campagne, bals et soirées. P. de la Bourse, 27.

ALIENATION MENTALE.

Établissement spécial du Doct^r BELHOMME, Rue de Charonne, 163.

Rue Richelieu, 95, en face celle Feytaud.

PIERRET et LAM-HOUSSET,

TAILLEURS pour CHEMISES

Cet établissement est une spécialité toute nouvelle qui réunit au goût le plus exquis, l'agrément incontesté de porter une chemise que ne peut jamais déplacer aucun mouvement du corps. Aussi le monde élégant l'a-t-il déjà pris sous son patronage.

Maladies Secrètes

RÉCENTES ou ANCIENNES.

AVIS.

Malgré l'évidence et la multiplicité des cures obtenues chaque jour au moyen de sa méthode, le D^r CH. ALBERT n'a pas échappé aux basses intrigues et aux calomnies des envieux et des ignorants. Il n'y répondra que par l'avis suivant :

Le Docteur CH. ALBERT continue de faire délivrer gratuitement tous les remèdes nécessaires à la parfaite guérison des maladies récentes ou anciennes à la parité des départements, avec la recommandation des médecins d'hospitals, des jurys médicaux et des préfets. Ils devront se munir d'un certificat constatant qu'ils sont atteints d'affections syphilitiques contre lesquelles ont échoué tous les moyens en usage.

Les personnes peu aisées obtiendront une réduction de moitié du prix de leur place jusqu'à Paris, en s'adressant, dans les chefs-lieux de chaque département, au bureau correspondant des Messageries Royales, autorisées à cet effet.

A leur arrivée à Paris, les malades se présenteront au Cabinet médical du D^r CH. ALBERT,

rue Montorgueil, 21.

CONSULTATIONS GRATUITES

tous les jours, depuis 8 h. du matin jusqu'à 8 h. du soir

MEDAILLES D'OR D'ARGENT CHOCOLAT-MENIER

Fabrique hydraulique à Noisiel-s.-Marne.

Les médailles décernées par le roi et la SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT attestent assez la supériorité de cet excellent chocolat pour en faire d'autres éloges.

Dépôt pour la vente en gros, rue des Lombards, n. 37; et pour le détail, passage Choiseul, n. 21, dans tout Paris et toute la France.

FIN : 2 f. — SURFIN : 5 f. — PAR EXCELLENCE : 4 f.

GRANDE DÉCOUVERTE VERNIS CONSERVATEUR ET POUDRE D'ORIGNY.

Au moyen de ce procédé, on met les meubles à neuf sans le secours d'ouvriers; on enlève les taches les plus difficiles, et même celles d'encre, avec la plus grande facilité, et le vernis reprend son éclat primitif; tout cela se fait à un prix six fois moins élevé que par les procédés connus, et en un temps bien moins long. Ce vernis ne ternit jamais, et on en fait l'essai gratis. — Chez l'inventeur AYMARD DE BEAULIEU, rue du Petit-Reposoir, 5, et dans ses dépôts placés dans les principaux quartiers de la capitale. On envoie en dépôt en province et à l'étranger. (Écrire franco.)

NOTA. Ce vernis s'emploie pour donner le lustre et le premier éclat au vernis pour les équipages.

DIAGNOSTIC HUBERDIN

Sans odeur ni arrière goût, pour le traitement des maladies secrètes, écoulement nouveaux et anciens, qu'elles arrêtent en peu de jours. Chez LABÉLONIE, pharmacien, rue Bourbon-Villeneuve, 19. — Prix : 5 fr. — Dépôts dans chaque ville.

LES EXPÉRIENCES CONCLUANTES.

les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des lois (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages du

SIROP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

1, rue Casanovini, à Paris, et dans chaque ville.

UN CENTIME. Compresse en papier lavé, préférable au linge. A la pharmacie Leperdriel, faubourg Montmartre, 78.

COURS GÉNÉRAL DES ACTIONS

des Entreprises Industrielles et Commerciales, publié par JACQUES HESSEON les 15 et 30 de chaque mois, à 3,000 exemplaires; bureau rue Notre-Dame-des-Victoires, 16, à Paris. Prix : 6 fr. par an; ou s'abonne du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet.

GUÉRISON

DES MALADIES SECRÈTES SANS MERCURE,

Par la Méthode végétale, désaturative et rafraîchissante

DU DOCTEUR BELLIOU,

Paris, r. des Bons-Enfants, 32, près la Banque.

Brochure, 1^{re} édition, 1 fr. et 1 fr. 50 c. par la Poste, pour se traiter soi-même, chez l'auteur. Méthode approuvée et adoptée par les constitutions les plus délicates. Dépôt de l'ouvrage et des médicaments dans les villes de province. Écrire franco à l'auteur pour connaître le nom du pharmacien dépositaire.

NOTE. Du même auteur et même adresse, mémoires sur la guérison radicale des Dartres, 600 pages, 7^e édition, 6 fr. par la poste, méthode approuvée par une commission de quatre Docteurs de la Faculté de Médecine de Paris.

Imprimerie de BÉTHUNE et FLON, rue de Vaugirard, 36.